

Questions orales

l'espoir que les Canadiens seront assez stupides pour oublier tout ça avant les prochaines élections?

• (1430)

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, le député n'ignore pas que, selon des précédents établis à la Chambre et d'après des propos tenus par le vérificateur général de même qu'une résolution du Comité des finances des Communes appuyée par les trois partis, il importe de bien faire connaître tous les détails liés à la TPS.

Nous ne faisons que suivre la procédure habituelle. Nous veillons à ce que les Canadiens soient prêts à passer d'une taxe de vente fédérale régressive à une TPS plus équitable. Nous procédons ainsi pour le bénéfice des Canadiens et des petites entreprises en particulier, qui doivent se préparer à la transition d'une taxe inefficace à une autre qui lui est de loin supérieure.

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

Une campagne publicitaire trop hâtive en faveur de la TPS a coûté 800 000 \$ aux Canadiens en 1989. Aujourd'hui, à peine 24 heures après la troisième lecture du projet de loi concernant la TPS, une nouvelle campagne de propagande de plusieurs millions de dollars a commencé. Cette campagne ne tient aucun compte du processus parlementaire, car on se trouve à présumer de la portée et de l'application de la TPS.

Des voix: Posez votre question!

M. Pickard: Le ministre peut-il dire à la Chambre et aux Canadiens que le gouvernement respecte réellement le processus parlementaire, en retirant cette campagne de lavage de cerveaux et en permettant au Sénat de remplir ses obligations parlementaires?

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, je remarque que le député a lu l'article que M^{lle} Deborah Dowling a fait paraître aujourd'hui dans le *Ottawa Citizen*. J'ai dit à M^{lle} Dowling ce matin qu'il n'y a vraiment rien de nouveau dans l'article qu'elle a publié. En effet, à la séance du Comité des finances du 13 mars, j'ai dit au comité composé de représentants de tous les partis que, à la mi-avril, une trousse de préinscription contenant une brochure d'information et un formulaire de préinscription volontaire serait envoyée à quelque deux millions de personnes ou entreprises pour leur expliquer comment s'inscrire à l'avance

pour la TPS et quelle aide ils peuvent obtenir en prévision de l'application de la nouvelle taxe.

J'ai ajouté: «Le plus tôt on s'inscrit, le plus tôt on peut se préparer à la transition».

C'est ce que nous faisons et c'est ce que j'ai dit au comité le 13 mars. Nous procédons ainsi pour que les entreprises puissent se préparer à l'avance, comme le veut la tradition dans le régime parlementaire au Canada et dans d'autres pays, et comme le vérificateur général l'a souligné à maintes reprises. Nous devons conseiller sérieusement les Canadiens, notamment le milieu des affaires, sur la meilleure façon de s'adapter à cette taxe mieux conçue.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre.

On nous dit qu'hier à Toronto, le premier ministre et le président des États-Unis ont envisagé de parler d'entretiens à propos d'une proposition concernant les pluies acides. Le même jour, la Commission mixte internationale a publié son rapport sur l'avenir des Grands Lacs, un rapport qui a jugé en termes extrêmement sévères l'inaction des gouvernements qui se sont succédé à la tête du pays. Nous savons que les Canadiens veulent qu'on agisse pour protéger l'environnement au lieu de ne rien faire d'autre qu'en parler.

Le premier ministre acceptera-t-il les recommandations de la Commission mixte internationale pour mettre fin au déversement de toutes sortes de produits toxiques dans les Grands Lacs? Les mettra-t-il en oeuvre dès maintenant?

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, nous sommes d'accord avec les préoccupations exprimées dans le rapport adressé aux deux pays. En fait, nos deux pays prennent tous deux des initiatives pour remédier aux problèmes soulevés dans le rapport. Par exemple, nous venons d'annoncer au Canada un programme additionnel de 125 millions de dollars pour les Grands Lacs prévoyant 42 plans d'action de redressement, dont 17 au Canada.

Nous avons également établi la base de ce qui sera le Plan vert pour réglementer toutes les industries déversant des produits toxiques dans les Grands Lacs. Nous avons également dressé une liste prioritaire de substances réglementées par la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, selon laquelle nous évaluerons en priorité la toxicité des principales substances toxiques